



**Convention contre  
la torture et autres peines  
ou traitements cruels,  
inhumains ou dégradants**

Distr. générale  
2 janvier 2014  
Français  
Original: anglais

---

**Comité contre la torture  
Quarante-neuvième session**

**Compte rendu analytique de la 1115<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 12 novembre 2012, à 15 heures

*Président:* M. Wang Xuexian (Vice-Président)

**Sommaire**

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention (*suite*)

*Cinquième rapport périodique de la Fédération de Russie (suite)*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-47554 (EXT)



\* 1 2 4 7 5 5 4 \*

Merci de recycler



*En l'absence de M. Grossman (Président), M. Wang Xuexian (Vice-Président) prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 heures.*

**Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention (suite)**

*Cinquième rapport périodique de la Fédération de Russie (suite) (CAT/C/RUS/5; CAT/C/RUS/Q/5; HRI/CORE/1/Add.52/Rev.1)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation russe reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) déclare que bien que la définition de la torture figure seulement dans une note se rapportant à l'article 117 du Code pénal et non dans l'article lui-même, il fait partie intégrante du code. Cette définition est conforme à la définition figurant à l'article premier de la Convention, et va même plus loin. L'article 117 du Code pénal s'applique à tous les actes de torture, y compris ceux perpétrés par les fonctionnaires chargés de l'application de la loi, sous leur autorité ou avec leur accord, ainsi qu'aux actes commis dans le but de contraindre une tierce personne. Les fonctionnaires chargés d'appliquer les lois sont passibles de châtiments plus lourds s'ils ont pratiqué la torture et risquent jusqu'à dix ans d'emprisonnement. Tant la personne qui a donné l'ordre de torturer que celle qui a obéi à l'ordre illicite sont responsables en vertu du code.
3. La commission chargée de nommer les juges est devenue un organe autonome de l'appareil judiciaire; elle se compose de magistrats, d'universitaires et de représentants des associations d'avocats, qui sont élus par une conférence des magistrats. La nomination des juges pour une durée illimitée a été mise en place afin de garantir leur inamovibilité et par conséquent leur indépendance. La règle instituant une limite d'âge pour la présidence de la Cour suprême a été abrogée, et il est désormais possible d'être nommé plus d'une fois vice-président de la Cour suprême. Un dispositif est dorénavant en place pour traiter les plaintes relatives à la cessation anticipée d'un mandat. Toutes ces modifications ont été apportées au système judiciaire en tenant dûment compte des dispositions de la Charte européenne sur le statut des juges.
4. La Fédération de Russie se classe généralement au dix-neuvième rang des 47 États membres du Conseil de l'Europe, par rapport au nombre d'habitants, pour le nombre de plaintes portées devant la Cour européenne des droits de l'homme. Le nombre de plaintes a diminué ces dernières années.
5. La discrimination donne lieu à poursuites dans la Fédération de Russie tant au pénal que par la voie administrative, et il n'existe aucun critère de nature discriminatoire à l'encontre de quiconque en fonction de sa race, de sa religion ou pour tout autre motif.
6. Les victimes d'actes de torture ou de mauvais traitements bénéficient du soutien d'un réseau de centres qui, à l'échelon national, sont chargés de venir en aide aux personnes en détresse. Le nombre de ces centres, qui offrent un appui psychologique, juridique, social et médical aux victimes de violences, ne cesse d'augmenter.
7. Des mesures sont prises en vue d'étendre les droits des personnes déclarées incapables par les tribunaux, et les établissements psychiatriques font l'objet d'un suivi régulier. Toute personne déclarée incapable par un tribunal a le droit de participer à l'audience et de faire appel de la décision. Les patients placés dans des établissements psychiatriques peuvent prendre contact avec le directeur de l'établissement ou avec les autorités, y compris les tribunaux, pour évoquer la question du respect de leurs droits. Ils ont également le droit d'accéder gratuitement à une assistance juridique et de s'entretenir en

privé avec un avocat. Les interruptions de grossesse et la stérilisation médicale ne peuvent pas être pratiquées sur une personne qui a été déclarée incapable et n'est pas en mesure d'exprimer son avis, à moins qu'un juge n'ait donné son autorisation; l'intéressée doit avoir participé à l'audience.

8. Il ressort des statistiques relatives au bizutage dans l'armée que la violence a diminué ces dernières années au sein des forces armées. La durée du service militaire a été réduite de moitié et les forces armées comptent de plus en plus de militaires de profession dans leurs rangs, ce qui a eu un effet favorable sur le moral et le climat psychologique régnant au sein des forces armées. Une supervision constante des installations militaires a été mise en place et les limites imposées sans nécessité à la liberté du personnel militaire ont été réduites. Un groupe de travail mixte a été créé dans le but de mettre fin aux crimes violents parmi le personnel militaire et d'assurer un suivi de la situation. Une police militaire est en cours de constitution.

9. **M<sup>me</sup> Antipenko** (Fédération de Russie) dit que les amendements apportés au Code de procédure pénale font que le procureur ne peut pas décider d'engager des poursuites pénales, se prononcer sur les sanctions ou diriger les enquêtes de manière indépendante. Cependant, il lui appartient de prévenir toutes violations durant la phase préliminaire de l'enquête et de prendre des décisions concernant les arrestations et la prolongation de la garde à vue.

10. Le Code de procédure pénale garantit la sécurité des personnes placées en garde à vue en les protégeant contre toutes accusations, condamnations et limitations de leurs droits et libertés qui seraient infondées. Tout élément de preuve obtenu en violation du code, et notamment toute déposition qui aurait été recueillie sans qu'un avocat soit présent, sont irrecevables en tant que motif de condamnation. Un service de réadaptation est à la disposition de toute personne ayant été soumise à un moyen de coercition illicite.

11. Les personnes détenues doivent l'être dans des conditions ne mettant en danger ni leur santé ni leur vie et elles sont informées de leurs droits et responsabilités. Au cours de l'interrogatoire, les circonstances du placement en détention sont précisées afin de s'assurer que la loi a bien été respectée. Le recours aux enregistrements vidéo est fréquent, afin d'éviter que des pressions abusives ne soient exercées sur le détenu, lequel est soumis à un examen médical avant d'être placé en détention provisoire. Une salle de surveillance médicalisée est spécialement prévue en cas de nécessité. Il est demandé au détenu s'il a des plaintes à formuler ou s'il a été maltraité, et le personnel médical recherche s'il présente des signes de torture; en pareil cas, le fait est consigné au dossier.

12. Nul ne peut être placé en détention si ce n'est sur décision de justice, et uniquement lorsque l'intéressé est soupçonné d'avoir commis une infraction passible d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes soupçonnées de délinquance économique. En cas de délit mineur, on ne recourt à la détention que si le suspect refuse de coopérer. Les plaintes relatives à la détention doivent être examinées dans un délai de 120 heures, et nul ne peut être maintenu en détention avant jugement au-delà de dix-huit mois.

13. Le procureur effectue quotidiennement des inspections dans les centres de détention provisoire, y compris la nuit, et toute violation des droits des détenus donne lieu à enquête et le cas échéant à sanctions disciplinaires. Les plaintes formulées par les prisonniers au sujet de leurs conditions de détention sont accueillies et les procureurs régionaux sont tenus d'y donner suite immédiatement. Des représentants d'organisations internationales et les membres d'un organe non gouvernemental de supervision ont la possibilité de visiter les lieux de détention à tout moment.

14. Pour ce qui est des allégations de Zara Murtazaliev, le parquet n'a reçu aucune plainte concernant des violations des droits des femmes placées en détention.

15. En ce qui concerne les garanties dont bénéficient les détenus qui se plaignent d'être victimes de torture, l'auteur d'une plainte ou le fonctionnaire responsable du centre de détention concerné peuvent engager une procédure de placement en lieu sûr. Si nécessaire, l'intéressé est transféré dans un autre établissement. Si des allégations de mauvais traitements à l'encontre d'un détenu donnent lieu à poursuites pénales, le détenu bénéficie de toutes les garanties prévues par le Code de procédure pénale. Afin que les avocats puissent librement s'acquitter de leur mission et défendre leurs clients, ils jouissent d'un statut juridique particulier leur assurant l'immunité.

16. Aleksei Sokolov a été jugé coupable et condamné à cinq ans de prison pour vol et cambriolage; la peine a été ramenée à trois ans en appel. M. Sokolov a été libéré au début de juillet 2011. La délégation ne dispose d'aucune information donnant à penser qu'il aurait été poursuivi pour des activités concernant les droits de l'homme.

17. Le Procureur général ou son adjoint statuent sur les questions d'extradition et ne peuvent le faire que lorsque des garanties écrites ont été obtenues selon lesquelles les droits de l'homme de la personne en instance d'extradition seront respectés. Celle-ci est informée par écrit de la décision prise mais aussi de son droit d'exercer un recours devant les tribunaux. La mesure d'extradition est exécutoire 240 heures après avoir été prise, mais l'appel est suspensif.

18. En juillet 2012, la Cour européenne des droits de l'homme a fait savoir aux autorités russes qu'il ne convenait pas d'extrader Yusup Kasymakhunov en Ouzbékistan; son extradition a été suspendue pendant que la Cour examine sa plainte en appel.

19. **M. Ibragimov** (Fédération de Russie) indique qu'Igor Kalyapin, qui représente la victime dans l'affaire de l'enlèvement d'Islam Umarpashaev, a divulgué des informations concernant cette affaire en violation du Code de procédure pénale. M. Kalyapin a confirmé avoir envoyé ces informations à son adresse électronique personnelle qui est en accès libre. Celles-ci ont ensuite été affichées sur le site web d'une ONG dirigée par M. Kalyapin. L'enquête sur cet incident se poursuit.

20. Une enquête pénale a été ouverte au sujet du décès en détention de Pavel Drozdov. M. Drozdov, ayant résisté à la police, a été entravé au moyen de menottes; il a été retrouvé mort quelques heures après. Des enregistrements vidéo ont montré que les policiers avaient eu recours à la force et à des procédures spéciales, outrepassant de ce fait leur mandat et contrevenant ainsi à la loi sur la police. Des poursuites pénales ont été engagées, dont l'issue sera fonction des résultats de l'enquête.

21. Le Commissaire aux droits de l'homme, Vladimir Lukin, a pris contact avec le Comité d'enquête pour lui demander de vérifier les informations présentées dans le film *Ikrutskoye SIZO. Territoriya pytok* (SIZO d'Irkoutsk – territoire de la torture) qui traite de la torture et des mesures de coercition auxquelles sont soumises les personnes qui ont été arrêtées puis placées en détention à Irkoutsk. Des inspections ont été menées et diverses mesures mises en œuvre entre 2004 et 2009 et une décision a été prise sur la question de savoir s'il convenait d'engager des poursuites pénales. M. Lukin a été informé des mesures prises mais n'a pas repris contact avec les autorités à ce sujet.

22. Des stérilisations forcées ont été pratiquées non dans des lieux de détention, mais sur des femmes hospitalisées dans un établissement de soins psychiatriques de Perm en 2004, 2005 et 2007. Le directeur de cet établissement, Grigory Bannikov, a, sans y être habilité et sans aucun fondement juridique, donné son accord pour la stérilisation de trois femmes dont il avait la charge et qui avaient été déclarées incapables. En vertu du Code pénal, M. Bannikov a été condamné à deux ans d'emprisonnement avec un an de sursis.

23. En novembre 2011, le journal *Komsomolskaya Pravda* a rapporté que 220 jeunes filles avaient été violées dans la ville de Kushchëvskaya. Les autorités régionales ont ouvert

une enquête sur cet incident et n'ont trouvé aucun élément permettant de confirmer objectivement le bien-fondé de ces allégations. Il est ressorti des interrogatoires que deux jeunes filles avaient été violées; le tribunal procède à l'instruction de la première de ces affaires, l'incident étant lié aux agissements d'une bande de délinquants, et la justice sera prochainement saisie de la seconde affaire.

24. En République tchétchène, diverses mesures ont été prises en vue de rendre les enquêtes préliminaires plus efficaces, notamment grâce à la création d'un groupe de travail spécialisé dans les enquêtes et d'un groupe chargé d'enquêter sur les crimes commis dans un passé récent. En outre, depuis 2008, le président du Comité d'enquête participe aux travaux de différents organes européens, y compris la Cour européenne des droits de l'homme, et des techniques mises en œuvre au Royaume-Uni sont désormais utilisées pour enquêter sur des incidents survenus dans un passé plus lointain.

25. Depuis l'année 2000, une base de données concernant toutes les affaires pénales d'enlèvements et de disparitions est en place en République tchétchène à l'usage du service des instructions de la région. Cette base de données comporte des renseignements détaillés sur le moment, le lieu et les circonstances des infractions, ainsi que des informations obtenues au sujet des auteurs de celles-ci. Sur les 3 000 personnes enlevées ou détenues illicitement depuis le lancement des opérations antiterroristes en République tchétchène, environ 500 ont été retrouvées ou sont rentrées de leur propre gré. Depuis 2011, des échantillons génétiques sont recueillis auprès des membres de la famille des personnes enlevées afin de faciliter l'identification des corps. En 2012, les autorités ont conclu un accord avec le Commissaire aux droits de l'homme en vue de la mise en commun d'informations concernant les personnes portées disparues. Les mesures prises ont de toute évidence porté leurs fruits, comme l'atteste notamment la condamnation des responsables de l'enlèvement de Khuseyn Amirkhanov et de l'enlèvement, en 2009, de Zarema Sadulaeva.

26. Répondant aux questions posées par M<sup>me</sup> Gaer, M. Ibragimov précise que l'enquête concernant le cas d'Anna Politkovskaya est close et que six personnes ont été mises en examen en vertu du Code pénal. Il va être prochainement statué sur la question de savoir s'il convient de traduire en justice Dmitry Pavlyuchenkov, accusé de faire partie du groupe responsable de ce forfait.

27. Évoquant le cas de M. Magnitsky, M. Ibragimov indique que le directeur adjoint du service médical concerné passe actuellement en jugement et que d'autres personnes impliquées dans l'affaire, notamment des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur, font l'objet d'une enquête.

28. Des poursuites pénales ont été engagées en 2009 à la suite du meurtre de Natalya Estemirova. L'instruction, toujours en cours, a révélé qu'Alkhazur Bashaev avait trempé dans ce crime et il a été placé sur une liste internationale de personnes recherchées. L'affaire a donné lieu à un travail considérable puisque plus de 1 300 personnes ont été interrogées et que des organisations de défense des droits de l'homme ainsi que d'autres États ont été tenus au courant du déroulement de l'enquête.

29. **M. Nurullin** (Fédération de Russie) indique que la nouvelle législation sur les réfugiés, élaborée dans le cadre d'une politique plus vaste relative aux migrations, va être présentée au gouvernement sous forme de projet de loi au cours du premier trimestre de 2014, en vue de son adoption par la Douma d'État au troisième trimestre de 2014. Ce projet, préparé par un groupe de travail interadministrations, tient dûment compte de la Convention relative au statut des réfugiés, du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié et de la législation pertinente d'autres pays.

30. La Fédération de Russie reçoit quelque 13 millions de migrants chaque année. Environ 6 % des migrants sont assujettis à des procédures administratives pour violations

de la législation sur l'immigration au cours de leur séjour dans le pays. Afin de protéger les intérêts des citoyens russes, tout migrant représentant ou risquant de représenter une menace pour l'ordre public ou pour la jouissance par les citoyens de leurs droits, ou ne se conformant pas aux normes de comportement acceptées, est considéré comme ne répondant pas aux besoins de l'État et perd en conséquence son droit de demeurer dans la Fédération de Russie. Il est expulsé si aucune autre mesure ne s'est révélée efficace.

31. L'expulsion administrative consiste en un transfert contrôlé ou parfois volontaire d'une personne hors du territoire de la Fédération de Russie. Elle s'effectue sur décision du tribunal et est entourée d'une très large protection des droits de l'homme de l'intéressé. Un étranger peut être expulsé s'il a commis l'une des huit infractions ayant spécifiquement trait aux violations des procédures prévues en matière d'immigration ou au trafic illicite de stupéfiants. Les procédures prévues par la législation protègent les droits des ressortissants étrangers qui se trouvent sous le coup d'une mesure d'expulsion et ceux-ci disposent de 240 heures pour interjeter appel. Tout recours est examiné par une instance supérieure dans les 24 heures. Les étrangers ne peuvent être expulsés que vers un État dont ils sont ressortissants ou, s'il s'agit d'apatrides, vers l'État où ils ont leur domicile habituel. Les représentants desdits États sont dûment informés. Il ressort des données statistiques que le nombre d'expulsions ordonnées par les tribunaux diminue sensiblement et que très peu de migrants font l'objet d'expulsions administratives.

32. L'expulsion est une mesure de sûreté consistant à éloigner une personne du territoire de la Fédération de Russie par suite de la perte ou du retrait anticipé de son droit de demeurer dans le pays. Cette mesure est prise dans un certain nombre de cas, notamment lorsque l'étranger n'a pas quitté la Fédération de Russie à la suite du retrait anticipé de son droit d'y séjourner, lorsqu'il a contracté une maladie qui fait qu'il ne peut plus rester dans le pays ou lorsqu'il est entré sur le territoire au titre d'une procédure de réadmission sans qu'il y ait eu accord au sujet de sa réadmission entre la Fédération de Russie et le pays dont il a la nationalité. La décision d'expulser est prise par les fonctionnaires du Service fédéral des migrations et il peut être fait appel de celle-ci.

33. Les autorités russes accordent l'asile politique, le statut de réfugié ou l'asile temporaire à des ressortissants étrangers conformément aux obligations internationales contractées par la Fédération de Russie et à sa législation interne. L'asile politique est octroyé à des personnes ayant eu à souffrir de persécutions en raison de leurs activités ou convictions politiques dans le pays dont elles sont ressortissantes ou dans celui où elles résident habituellement, pour autant que ces activités ne soient pas contraires aux principes démocratiques ou aux normes juridiques internationales. L'asile politique, rarement accordé, l'est sur décision du Président.

34. Le statut de réfugié est octroyé pour une période de trois ans en application de la loi sur les réfugiés. Les réfugiés ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine si leur vie ou leur liberté sont menacées du fait de leur race, de leurs convictions religieuses, de leur nationalité ou de leur appartenance à un groupe social ou politique.

35. L'asile temporaire permet à un ressortissant étranger ou à un apatride de demeurer dans la Fédération de Russie pendant un an, cette période pouvant être prolongée à sa demande. Il s'adresse à des personnes qui ne répondent pas aux critères requis pour bénéficier du statut de réfugié mais qui ne peuvent être renvoyées vers leur pays d'origine, le pays où elles résident habituellement ou tout autre pays parce qu'il existe des motifs sérieux de croire qu'elles seront soumises à la torture ou à d'autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants si elles y sont envoyées.

36. **M. Vereykin** (Fédération de Russie) indique que dans le cadre de la réforme en cours au sein du Ministère de l'intérieur, le personnel du ministère bénéficie désormais d'une formation plus poussée sur les normes relatives aux droits de l'homme, et les

policiers opèrent de façon plus transparente. Les citoyens accèdent plus aisément aux mécanismes relatifs aux plaintes et peuvent déposer plainte dans tous les commissariats de police et par Internet. Toute affaire de mauvais traitement des détenus donne immédiatement lieu à enquête et des sanctions disciplinaires ou pénales sont prises contre les coupables. À la suite du décès de Sergei Nazarov en mars 2012, 18 policiers ont été limogés; des poursuites pénales ont été engagées contre 17 d'entre eux et deux condamnations ont été prononcées à ce jour. De nombreux lieux de détention ont été équipés de matériel de vidéosurveillance afin de prévenir tous agissements illicites. En 2011, les commissaires régionaux chargés de veiller au respect des droits de l'homme et le personnel du bureau du Commissaire aux droits de l'homme ont effectué plus de 4 000 inspections dans des centres de détention de la police et constaté 447 violations des droits de l'homme.

37. Les subordonnés ont très clairement l'obligation de ne pas exécuter des ordres contraires à la législation fédérale, quelle que soit la personne qui les donne. Le Ministère de l'intérieur améliore progressivement les installations et les conditions régnant dans tous les lieux de détention; quelque 14 milliards de roubles ont été affectés à cette fin. La plupart des commissariats de police disposent du personnel médical voulu pour examiner les détenus à leur arrivée et avant leur départ, et tous les détenus ont accès aux soins de santé d'urgence. Le nombre de décès dans les centres de détention avant jugement (SIZO) a sensiblement diminué. Le nombre de personnes détenues dans ces établissements a également diminué.

38. Des dispositions sont actuellement prises pour donner effet aux normes internationales relatives à la protection des victimes et des témoins d'infractions. La législation pertinente est entrée en vigueur en 2005 et le Gouvernement a affecté quelque 1,3 milliard de roubles en vue de sa mise en application entre 2009 et 2013.

39. S'il est vrai que les juges peuvent ordonner des arrestations administratives d'une durée pouvant aller jusqu'à quinze jours, celles-ci ne durent normalement que de trois à cinq jours. Plusieurs catégories de personnes en sont exemptes, notamment les femmes enceintes, les mères d'enfants de moins de 14 ans, les mineurs et les personnes handicapées. Tout recours formé à l'encontre d'une arrestation administrative doit être examiné dans les 24 heures. Un projet de loi relatif aux arrestations administratives va prochainement être étudié en première lecture à la Douma d'État.

40. Les services de police, notamment ceux de la région du Caucase du Nord, prennent actuellement des dispositions en vue d'enquêter sur les cas d'enlèvements et de traduire leurs auteurs en justice. Le Ministère de l'intérieur de la République tchétchène est doté d'une base de données unique sur les personnes enlevées et les personnes portées disparues, à laquelle les organes chargés de l'ordre public compétents ont accès. Un programme intégré de prévention des enlèvements et de recherche des personnes disparues est en train d'être mis en place, et les efforts déployés pour repérer et démanteler les bandes criminelles se sont intensifiés. En 2011, le nombre d'affaires d'enlèvement a sensiblement diminué sur l'ensemble du territoire.

41. Lorsqu'ils s'adressent aux citoyens, les policiers sont tenus d'indiquer leur nom et leur rang et, sur demande, de produire leurs papiers d'identité. Tout policier porte un insigne bien visible indiquant l'unité à laquelle il appartient.

42. **M. Timofeev** (Fédération de Russie) déclare que les autorités attachent une grande importance au respect des droits des détenus, notamment depuis que son pays a rejoint le Conseil de l'Europe. Les mesures actuellement prises visent à aligner les conditions de détention sur les normes internationales, à faire baisser le nombre de détenus, à améliorer la transparence, à mieux faire respecter les droits des détenus et à combattre la récidive. Dans le but de lutter contre la surpopulation dans les prisons et les centres de détention avant

jugement, des peines de substitution sont maintenant en place, comme les travaux d'intérêt général, l'assignation à résidence et la libération sous caution, et nul n'est plus arrêté pour les infractions à caractère économique. La superficie dont dispose chaque détenu dans les centres de détention avant jugement est de 4 m<sup>2</sup>, ce qui est conforme aux dispositions de la législation interne. Entre 2007 et 2011, environ 8 000 places supplémentaires ont été créées dans les centres de détention avant jugement, et quelque 1 850 nouvelles places verront le jour avant la fin de 2012.

43. Des mesures ont été prises en 2009 pour améliorer la prise en charge sanitaire des détenus dans les prisons et les centres de détention avant jugement. Il n'est plus licite de procéder sur eux à des essais de médicaments ou de méthodes de diagnostic ou de traitement, ni de les utiliser à des fins de recherche biomédicale. Les suspects dont on constate qu'ils présentent l'une des maladies graves qui ont été répertoriées sont désormais transférés dans un service médical où ils sont soignés par des spécialistes. Il existe actuellement plus de 900 unités de soins médicaux dans les prisons et les centres de détention avant jugement, outre les hôpitaux et centres de traitement. Entre 2009 et 2012, le nombre de décès en détention est passé de 4 551 à 4 402. Le nombre de décès en détention liés au VIH/sida a en revanche augmenté au cours de la même période.

44. Les lieux de détention sont surveillés par des comités de contrôle public. Depuis octobre 2010, des comités régionaux de contrôle public opérant dans 79 localités dans tout le pays ont effectué près de 2 000 visites dans les prisons au cours des neuf premiers mois de 2012. La plupart des 1 160 observations présentées par les détenus avaient trait au fait qu'ils étaient en désaccord avec leur condamnation. Aucune plainte pour torture n'a été formulée. L'État ne verse aucun subside à ces comités; le faire compromettrait leur indépendance. Une procédure disciplinaire a été engagée à l'encontre du fonctionnaire de la prison de Sverdlovsk qui avait refusé l'accès de son établissement à un comité.

45. En remplacement d'une privation totale de liberté, certains prisonniers se voient affectés à des travaux rémunérés à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire. Leur salaire peut servir à indemniser les victimes. La mise à l'isolement n'est pratiquée qu'à titre exceptionnel et pour une durée limitée. Les récidivistes condamnés pour des crimes graves peuvent être mis à l'isolement pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois. C'est au directeur de la prison qu'il appartient de décider de la mise à l'isolement; une telle décision est susceptible de recours devant les tribunaux.

46. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) précise que le projet de texte relatif à la trahison attend d'être signé par le Président. En vertu de la Constitution, si une disposition de la législation interne est incompatible avec les dispositions d'un instrument juridique international auquel la Fédération de Russie est partie, c'est l'instrument international qui l'emporte.

47. Pour **M<sup>me</sup> Gaer** (Rapporteuse pour la Fédération de Russie), il semble ressortir du rapport périodique, de l'ensemble de la documentation dont le Comité dispose et des réponses apportées oralement par la délégation que de nombreux abus sont signalés dans l'État partie mais que les enquêtes, et notamment les enquêtes pénales, débouchent très rarement sur des condamnations, ce qui est bien inquiétant. Les manœuvres d'intimidation, voire les assassinats d'observateurs des droits de l'homme, seraient monnaie courante et la crainte de représailles est réelle, ce qui donne à penser que l'État partie ne veille pas à ce qu'un suivi indépendant soit assuré et à ce que la prévention de la torture soit effective. En ce cas, c'est l'objectif même de la Convention qui se trouverait compromis.

48. La délégation a indiqué que Leonid Razvozhayev n'a formulé aucune plainte au sujet de sa détention; or, il a déclaré au comité de contrôle public de Moscou qu'il avait été torturé lors de son transfèrement illégal entre l'Ukraine et l'État partie. **M<sup>me</sup> Gaer** demande si cette allégation a fait l'objet d'une enquête et souhaiterait que lui soit précisé si les



comités de contrôle public ont la possibilité d'effectuer des visites inopinées dans les centres de détention.

49. Le Comité souhaiterait apprendre quelles mesures ont été prises à la suite de la plainte formulée par Alexei Sokolov selon laquelle il aurait été passé à tabac durant sa détention. La délégation pourrait commenter la curieuse coïncidence qui a fait qu'aussitôt après que M. Sokolov ait critiqué publiquement les conditions de sa détention, des poursuites ont soudainement été engagées contre lui au sujet d'une infraction à caractère économique qu'il aurait commise cinq ans auparavant, poursuites qui lui ont valu une condamnation.

50. Puisque la Convention proscrit la torture et les mauvais traitements motivés par toutes les formes de discrimination, la délégation voudra bien apporter des précisions sur les enquêtes menées par l'État partie à la suite des agressions contre des groupes vulnérables dénoncées dans le rapport du Centre anti-discrimination MEMORIAL. Le Comité souhaiterait en apprendre davantage sur la suite donnée aux incidents au cours desquels des membres de la communauté rom, des migrants tadjiks, des manifestants pacifiques et des personnes fréquentant des clubs gays ont été agressés. Quelles dispositions le Gouvernement a-t-il prises pour prévenir de telles violences à l'avenir?

51. La délégation a fourni d'utiles informations sur un certain nombre de cas d'allégations de mauvais traitements dans la région du Caucase du Nord ainsi que sur la difficulté d'identifier de tels cas. Cependant, M<sup>me</sup> Gaer souhaiterait savoir si une quelconque condamnation a jamais été prononcée dans une de ces affaires. Les deux principaux individus mis en cause dans l'affaire *Sadykov c. Russie* dont la Cour européenne des droits de l'homme a été saisie ont bénéficié de mesures d'amnistie, en violation de la Convention. La délégation est invitée à commenter ces faits. En mars 2011, le Procureur adjoint de la République tchétchène, M. N.A. Khabarov, a, dans une lettre adressée à une ONG, indiqué que les fonctionnaires de haut rang siégeant au Comité d'enquête n'ont, à l'échelon départemental, aucun contrôle sur les enquêtes pénales, qu'aucune mesure spécifique n'est prise afin de traduire en justice ceux qui enfreignent les lois et que, dans certains cas, les enquêteurs du Comité d'instruction de la République tchétchène ont dissimulé des cas d'enlèvement. Quelles mesures l'État partie prend-il à cet égard?

52. À en juger par le cas de Sergei Magnitsky, il y a souvent absence de toute enquête efficace et notamment de toute enquête pénale sur les nombreux crimes de torture et mauvais traitements qui seraient commis dans l'État partie. La délégation voudra bien donner confirmation qu'un seul agent de rang inférieur a été poursuivi à la suite du décès de M. Magnitsky, en dépit de plusieurs allégations mettant en cause la responsabilité d'autres fonctionnaires et des plaintes déposées par la famille de la victime. L'enquête menée a apparemment révélé que plusieurs enquêteurs, et notamment l'enquêteur principal de l'affaire pénale contre M. Magnitsky, s'étaient opposés à ce que lui soient dispensés les soins médicaux que son état nécessitait. L'un des membres de l'équipe de l'enquêteur principal avait été accusé de détournement de fonds par M. Magnitsky, si bien que l'on pourrait être en présence d'un véritable conflit d'intérêt. Il serait important de savoir si l'État partie a enquêté sur le rôle joué par l'enquêteur principal dans le décès de M. Magnitsky.

53. M<sup>me</sup> Gaer voudrait savoir si les décès survenus dans le centre de détention SIZO de la région d'Irkoutsk ont fait l'objet d'enquêtes efficaces. Puisqu'Igor Kalyapin était l'avocat d'Islam Umarpashaev, il est permis de se demander si le Comité d'enquête use de son autorité pour inquiéter les avocats qui mettent en ligne des renseignements relatifs aux affaires de leurs clients.

54. Il serait souhaitable d'obtenir des informations sur le nombre d'affaires dans lesquelles la Cour européenne des droits de l'homme a constaté que l'État partie n'avait pas

enquête de manière satisfaisante à la suite d'infractions commises sur des personnes détenues. La délégation pourrait préciser combien de cas ont fait l'objet d'une enquête après que la Cour européenne ait rendu ses décisions.

55. Le Comité a reçu des informations selon lesquelles le chef du Comité d'enquête, Alexander Bastrykin, aurait fait monter de force le journaliste de la presse écrite Sergei Sokolov à bord d'une voiture, l'aurait conduit dans des bois situés en dehors de Moscou et l'aurait menacé de représailles à propos d'un article critique qu'il avait écrit à son sujet. Une enquête a-t-elle été ordonnée à la suite de cet incident ou des mesures disciplinaires ont-elles été prises?

56. M<sup>me</sup> Gaer souhaiterait disposer de données sur le nombre de plaintes déposées à l'encontre de policiers dans l'État partie, et apprendre si des policiers ont fait l'objet de mesures disciplinaires au cours de la période couverte par le rapport pour n'avoir pas informé des membres de la famille d'un détenu que leur proche avait été placé en détention ou pour n'avoir pas autorisé celui-ci à rencontrer un avocat.

57. **M. Bruni** (Corapporteur pour la Fédération de Russie) demande si la définition de la torture figurant dans le Code pénal de l'État partie se réfère aux souffrances physiques et mentales ou aux souffrances morales. Il serait utile de savoir quels traitements sont offerts aux nombreuses victimes de tortures infligées au sein des forces armées. Les pratiques que la délégation a qualifiées de bizutage ne sont autres que des actes de torture; le recul de 9 % du phénomène signalé dans l'État partie est notoirement insuffisant, le Comité ayant demandé que ces pratiques fassent l'objet d'une politique de tolérance zéro. Les autorités doivent se faire un devoir d'intenter des actions pénales en bonne et due forme pour ces crimes et devraient fournir des exemples de cas où de telles poursuites ont été engagées. L'État partie est aussi vivement incité à rendre systématique l'expulsion des forces armées de toute personne se rendant coupable de bizutage.

58. Évoquant le cas de Zara Murtazalieva, M. Bruni rappelle que l'article 12 de la Convention dispose que les États parties doivent veiller à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis. Il n'est donc pas nécessaire que M<sup>me</sup> Murtazalieva dépose une plainte en bonne et due forme. Le Commissaire aux droits de l'homme ou le Comité d'enquête devraient rendre visite à la prison pour femmes n° 13 de Mordovie, d'autant plus que cet établissement est visé par quantité d'autres allégations de mauvais traitements.

59. Il serait important de connaître le sort réservé aux ressortissants étrangers tombant sous le coup d'une mesure d'expulsion administrative s'ils affirment craindre d'être torturés en cas de renvoi dans leur pays d'origine.

60. Le Corapporteur demande des précisions sur le nombre de prisonniers placés en cellule disciplinaire. Il voudrait savoir s'il est vrai que chaque détenu ne dispose que de 1,6 m<sup>2</sup> dans sa cellule, auquel cas une superficie aussi réduite est incompatible avec des conditions de vie décentes. Louant le fait que le nombre de décès en garde à vue a diminué, il souhaiterait apprendre comment la tendance à l'augmentation précédemment observée a pu être inversée. Des données actualisées sur le nombre de décès de détenus atteints du VIH/sida seraient utiles.

61. Le Comité a été avisé que les fonctionnaires chargés de l'application des lois dans l'État partie auraient pour pratique courante de transférer les détenus dans des locaux de détention temporaire afin de leur extorquer des aveux avant d'enregistrer officiellement leur placement en détention. Il serait important d'apprendre si tel est effectivement le cas.

62. La délégation voudra bien indiquer si l'État partie a l'intention de publier les rapports établis par le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) sur les visites

qu'il a effectuées dans les établissements du système pénitentiaire et dans l'affirmative, à quel moment ils seront rendus publics. Elle est invitée à commenter les observations du CPT selon lesquelles l'État partie ne coopérerait guère avec lui.

63. **M. Mariño Menéndez** demande si les disparitions forcées sont qualifiées d'infraction pénale dans le Code pénal ainsi que le prévoit la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il souhaiterait aussi savoir si le statut de réfugié accordé pour trois ans aux réfugiés est automatiquement renouvelé et s'ils ont un recours au cas où il ne le serait pas. L'asile temporaire octroyé pour une période d'un an est-il renouvelable? Les ressortissants étrangers en attente d'expulsion sont-ils placés en détention administrative et dans l'affirmative, pour quelle durée? L'État partie a indiqué qu'il respecte le principe du non-refoulement. La décision d'éloigner du territoire des personnes auxquelles l'asile temporaire avait été accordé est-elle une mesure administrative? Enfin, des éclaircissements seraient utiles sur la question de savoir si l'État partie s'assure de la façon dont sont respectées les assurances diplomatiques données dans les affaires d'extradition. Ces assurances sont-elles exigées auprès des pays membres de la Communauté des États indépendants, ou bien ces cas relèvent-ils de l'Accord de Minsk?

64. **M<sup>me</sup> Sveaass** dit que le Comité souhaite en apprendre davantage sur l'action menée par l'État partie pour combattre la violence à l'égard des femmes, eu égard notamment aux viols, à la rareté des enquêtes ouvertes à la suite de viols et au fait que les cas de violence familiale sont peu signalés. Il serait important de savoir si le nouveau dispositif de traitement des plaintes est utilisé dans les affaires de violence à l'égard des femmes et si cela est de nature à faire évoluer la situation.

65. Est-il envisagé de libérer sous caution, en attendant son procès, le jeune activiste Vladimir Akimenkov qui risque de perdre la vue en raison de la détérioration progressive de son état de santé? Le procès doit se tenir le 12 mars 2013.

66. D'après certains renseignements reçus, les toxicomanes seraient souvent victimes de harcèlement, emprisonnés et malmenés par les policiers dans le contexte de la politique de tolérance zéro pratiquée par l'État partie à l'égard de la toxicomanie; un complément d'information concernant les enquêtes menées sur la situation des toxicomanes se trouvant en garde à vue, en prison ou dans des établissements de soins privés et publics serait donc utile.

67. **M. Tugushi** rappelle qu'il a demandé des précisions sur ce que l'État partie a l'intention de faire pour améliorer l'accès aux avocats et qu'il a notamment soulevé la question des avocats commis d'office dont la liste est établie par le Conseil du barreau. D'après des renseignements reçus, ces avocats demanderaient à leurs clients de passer aux aveux et ne respecteraient pas le code de déontologie. Le Comité souhaiterait apprendre si l'État partie entend s'attaquer à ce problème. Il aimerait en outre savoir s'il est prévu de renforcer les comités de contrôle public et de leur assurer un financement adéquat.

68. Les médecins chargés d'examiner les personnes placées en garde à vue relèvent de l'autorité du Ministère de l'intérieur. L'État partie prévoit-il de modifier cet état de fait et d'accroître l'indépendance des médecins travaillant dans les lieux de détention provisoire?

69. Enfin, M. Tugushi demande si l'État partie envisage de remédier à la lenteur actuelle des enquêtes portant sur les allégations de torture. Il est important de faire examiner les victimes sans retard car les traces de torture disparaissent avec le temps.

70. **M<sup>me</sup> Belmir** constate que la Cour européenne des droits de l'homme fait apparemment office de soupape de sûreté pour les dysfonctionnements du système judiciaire de l'État partie. La Cour est saisie d'un nombre considérable d'affaires en provenance de l'État partie qui ont principalement trait à des garanties aussi fondamentales

que l'accès à un avocat et la détention avant jugement. Si la Cour constitutionnelle a certes accepté les nombreuses décisions de la Cour européenne, le gouvernement n'a donné suite qu'à fort peu d'entre elles. Le nombre de recours en provenance de l'État partie semble indiquer que le système judiciaire ne fonctionne pas de manière satisfaisante et témoigne de l'importance des violences policières. L'État partie devrait s'inquiéter d'une situation attestée par des chiffres que le Comité juge alarmants.

71. **M. Gaye** demande si les visites des avocats aux prisonniers se déroulent sous la surveillance de membres du personnel pénitentiaire et si les conversations entre les avocats et leurs clients détenus sont couvertes par les dispositions relatives à la confidentialité. À quel niveau les mesures touchant la violation du droit à l'aide juridictionnelle ont-elles été mises en place et comment la question a-t-elle été suivie? Enfin, il est surprenant de constater qu'aucune indemnisation n'a été versée aux victimes dans les quelques cas confirmés de mauvais traitements et de violences sexuelles infligés à des femmes et à des mineurs détenus entre 2004 et 2009. Pourquoi ces victimes n'ont-elles pas été indemnisées?

72. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) constate que le cas de M. Razvozzhaev retient actuellement l'attention des médias. D'un côté, le Comité de contrôle public qui s'est rendu au centre de détention SIZO de Moscou où l'intéressé est détenu a fait savoir aux médias qu'il est en bonne santé et n'est nullement soumis à des tortures physiques ou mentales et ne fait l'objet d'aucune mesure de coercition. D'un autre côté, M. Razvozzhaev affirme dans une communication qu'il a été soumis à ce qu'il a qualifié de pressions psychologiques lors du passage de la frontière entre d'Ukraine et la Russie. Les autorités compétentes de l'État ont ouvert une enquête sur ces allégations et le public sera dûment informé des résultats de celle-ci. Mais il s'agit d'un incident récent et il est trop tôt pour rendre compte des conclusions de l'enquête.

73. **M. Timofeev** (Fédération de Russie) indique que les pouvoirs et fonctions des comités de contrôle public sont régis par la législation fédérale. Lorsqu'il prévoit de se rendre dans un lieu de détention, tout comité doit aviser cet établissement de son intention et en informer le Bureau du Procureur. L'article 16 2) de la loi fédérale relative aux comités de contrôle public dispose que les membres desdits comités doivent respecter le règlement des prisons et accéder aux exigences légitimes de l'administration. L'article 17 impose des restrictions aux activités des comités afin de garantir l'impartialité des inspections.

74. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) précise que M. Alexei Sokolov n'a pas été condamné pour des infractions à caractère économique mais pour vol qualifié, infraction définie en droit pénal russe comme le fait de s'approprier le bien d'autrui par la force.

75. **M. Vereykin** (Fédération de Russie), se référant aux événements du 11 octobre 2012, précise qu'à cette date, une vingtaine de hooligans se sont attaqués à deux clubs fréquentés par des minorités sexuelles à Moscou, faisant trois blessés qui ont par la suite été examinés par des médecins; une action pénale a été engagée en vertu de l'article 115 du Code pénal. Une enquête complexe est en cours depuis un mois et une décision sera rendue dans cette affaire le 18 novembre 2012.

76. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie), évoquant les enquêtes sur les disparitions et événements violents dont le Caucase du Nord a été le théâtre, souligne que la majorité des affaires qui ont été citées remontent à une époque où des opérations de contre-terrorisme actif étaient en cours dans la région, à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La situation qui régnait alors était telle que les autorités se trouvaient dans l'impossibilité d'enquêter; il est peut-être plus important de réfléchir à l'expérience tirée de cette situation et à la façon d'organiser à présent les enquêtes. Dans n'importe quel pays du monde, il serait difficile d'enquêter sur des crimes remontant à tant d'années.

77. En ce qui concerne le cas de M. Sadikov, le fonctionnaire qui a été amnistié n'avait pas participé à la torture. L'enquête est en cours et l'on n'a pas encore établi quelles sont les personnes directement impliquées dans l'affaire.

78. Pour **M. Ibragimov** (Fédération de Russie), les circonstances que l'on a évoquées attestent les difficultés rencontrées pour traiter les affaires pénales dans le Caucase du Nord. En raison des risques encourus, il est difficile à des enquêteurs de se rendre sur des scènes de crime alors que des opérations militaires sont en cours; en outre, les preuves matérielles relatives à ces affaires sont perdues. Toutefois, le Comité d'enquête est en train de prendre des mesures importantes pour améliorer l'efficacité de ces recherches; il fait appel à des enquêteurs spécialisés, dispense des formations et s'emploie à tirer les leçons de l'expérience d'autres pays.

79. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie), répondant à la question posée au sujet de l'enquête sur les circonstances du décès de M. Magnitsky, ne voit pas où se situerait le conflit d'intérêt. Le fonctionnaire travaillant au SIZO où M. Magnitsky était détenu a été déclaré pénalement responsable; non seulement l'enquête a eu lieu, mais elle a porté ses fruits. Les circonstances du décès de M. Magnitsky sont actuellement examinées par un comité qui est totalement indépendant du Ministère de l'intérieur, contre lequel M. Magnitsky avait porté des accusations.

80. Un certain nombre de décès survenus au SIZO d'Irkoutsk ont fait l'objet d'une enquête; ces affaires ont été portées devant les tribunaux. La délégation communiquera volontiers des renseignements plus détaillés si le Comité le souhaite.

81. La question posée concernant M. Kalyapin a été formulée de telle façon qu'elle donne à penser que le Comité d'enquête attenterait aux droits des avocats de la défense. En tant que représentant légal de la victime, M. Kalyapin avait été averti par ledit comité qu'il importait, dans l'intérêt de la justice, de préserver le caractère confidentiel des informations relatives à l'enquête. Il existe un conflit d'intérêt évident entre le rôle de représentant légal et celui de défenseur des droits de l'homme.

82. **M<sup>me</sup> Antipenko** (Fédération de Russie) dit que le Comité s'est enquis de l'apparent décalage observé entre le nombre de plaintes reçues au sujet de violences policières et le peu de réactions efficaces de la part des autorités. En 2011 par exemple, sur quelque 9 500 plaintes déposées à propos de violences ou d'autres actions illicites de la part de policiers, 536 ont débouché sur une action pénale. Dans tous les autres cas, soit les éléments fournis à l'appui des plaintes n'avaient pas été confirmés, soit l'action de la police s'est révélée justifiée en droit. On notera que la police est autorisée à faire usage de la force lorsqu'elle détient des suspects.

83. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) souligne que dans la définition de la torture, les souffrances morales, mentales et psychologiques sont des termes équivalents.

84. Pour répondre à la question qui a été soulevée au sujet de la relation entre la politique de tolérance zéro et l'incidence des violences ou mauvais traitements au sein des forces armées, il y a lieu de rappeler qu'une forte diminution du nombre de cas a été observée en 2011 et 2012. La politique de tolérance zéro s'est traduite par une baisse de 25 % des infractions signalées en 2012 par rapport à 2011, et le nombre de décès a reculé sensiblement.

85. **M<sup>me</sup> Antipenko** (Fédération de Russie) souligne que le fait que M<sup>me</sup> Murtazalieva n'ait pas déposé plainte n'exclut nullement qu'il soit procédé à des vérifications supplémentaires au sujet de renseignements reçus d'autres sources. Il n'est pas nécessaire que M<sup>me</sup> Murtazalieva porte plainte au Bureau du Procureur. La délégation a pris note des informations fournies et veillera à ce qu'elles soient vérifiées, ce qui pourrait motiver l'envoi d'un autre comité pour enquêter sur ce qui se passe dans cette colonie pénitentiaire.

86. **M. Timofeev** (Fédération de Russie) tient à préciser que les 111 000 détenus dont il a été question se trouvent dans des centres de détention avant jugement.

87. La loi prescrit que la superficie normale d'une cellule est de 4 m<sup>2</sup> lorsqu'elle accueille une seule personne et de 4 à 10 m<sup>2</sup> pour deux personnes.

88. La majorité des quelque 55 000 détenus atteints du VIH/sida sont des toxicomanes. Un bilan de santé est établi lors de leur placement en détention avant jugement, puis ils reçoivent le traitement médical approprié, conformément à la législation nationale et aux normes internationales. La principale cause de décès de cette catégorie de détenus est la phase terminale de leur maladie, assortie de complications dues à d'autres maladies infectieuses telles que la tuberculose. Au sein du système pénitentiaire, le taux de mortalité imputable au VIH/sida est resté stable cependant que le taux général de mortalité régressait.

89. En vue de prévenir les suicides, des psychologues spécialisés travaillent auprès des prisonniers ayant du mal à s'adapter aux conditions de détention dans le système pénitentiaire fédéral, ainsi qu'auprès de prisonniers présentant des tendances suicidaires ou un comportement autodestructeur. En outre, les services médicaux et les cellules d'isolement sont placés sous vidéosurveillance. Le taux de suicides enregistré au sein du système pénitentiaire a diminué de 9,6 % au cours des trois dernières années.

90. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) dit que le rapport du CPT sera publié dès que la réflexion commune menée par les différents organes compétents au sujet des procédures relatives à la protection des données personnelles aura abouti.

91. La Fédération de Russie n'est pas partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ce qui explique pourquoi les enquêtes relatives aux disparitions de personnes sont menées compte tenu des dispositions générales de la loi, des requêtes émanant de particuliers et des informations publiées dans les médias, conformément aux procédures prévues par le Code de procédure pénale.

92. **M. Nurullin** (Fédération de Russie) indique que la décision d'expulser appartient aux seuls tribunaux. S'il y a lieu de croire qu'un ressortissant étranger risque d'être victime d'une forme quelconque de persécution dans l'État où il est question de l'envoyer, celui-ci peut introduire un recours auprès d'une juridiction supérieure et ne saurait faire l'objet d'une expulsion administrative tant qu'une décision n'aura pas été prise en appel. Si tous ses moyens de recours ont été épuisés en Fédération de Russie, l'étranger peut alors se tourner vers la Cour européenne des droits de l'homme. L'article 39 du règlement de la Cour est appliqué dans les cas où un ressortissant étranger ne peut pas faire l'objet d'une expulsion administrative.

93. La Douma d'État sera saisie du nouveau projet de loi fédérale sur les réfugiés au cours du troisième trimestre de 2013. En vertu de la législation actuelle, le statut de réfugié est accordé pour une période de trois ans, après quoi une nouvelle demande d'asile peut être présentée. Au cours de la dernière de ces trois années, le réfugié peut aussi demander un permis de séjour ou la naturalisation. L'asile temporaire est octroyé pour un an, avec possibilité de prorogation.

94. **M. Vereykin** (Fédération de Russie) dit que toute une série de mesures sont actuellement prises pour prévenir la violence familiale. À l'échelon fédéral, une commission pour la prévention de la violence a été créée; composée des responsables de tous les organes intéressés, elle est placée sous la tutelle Ministère de l'intérieur. À l'échelon régional, des programmes de prévention de la violence familiale ont été mis sur pied. Ces mesures ont porté leurs fruits; le nombre total d'affaires de violence familiale enregistrées diminue sensiblement d'une année sur l'autre.

95. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie), se référant aux violations présumées de leur mandat dont se rendraient coupables des avocats commis d'office, indique que le Conseil du barreau jouit d'une totale indépendance et qu'il réglemente lui-même la profession. Le Ministère de la justice supervise l'activité du Conseil, mais si des avocats attentent aux droits de leurs clients, il appartient au seul Conseil de les radier du barreau.

96. **Le Président** déclare que le Comité apprécierait de recevoir des réponses écrites aux questions restées en suspens avant la fin du jour suivant.

97. **M. Matyushkin** (Fédération de Russie) dit que les autorités de son pays ont pris des mesures décisives pour éliminer tout recours à la torture et à d'autres formes de traitements cruels, et qu'elles appliquent une politique de tolérance zéro à l'égard de ces pratiques. Le Ministère de l'intérieur tient pour responsables de la torture non seulement ceux qui l'ont perpétrée mais aussi leurs supérieurs, et tout acte de ce genre déclenche une enquête de la part du Comité d'enquête. Par ailleurs, des efforts considérables sont faits pour rendre les établissements pénitentiaires conformes aux normes internationales. Le nombre de détenus continue de diminuer et une étroite coopération existe avec la société civile, attestée en particulier par l'action des comités de contrôle public, qui permet d'améliorer la transparence du système pénitentiaire. Le Gouvernement continuera de s'employer à assurer la pleine application de toutes les garanties consacrées par la Convention.

98. **Le Président** déclare que le dialogue constructif engagé avec l'État partie a permis au Comité de recueillir de précieux renseignements sur lesquels il fondera ses conclusions et recommandations.

*La séance est levée à 18 heures.*